

ELEN | EUROPEAN LANGUAGE
EQUALITY NETWORK

RÉSEAU EUROPÉEN POUR L'ÉGALITÉ DES LANGUES
ROUEDAD EUROPA EVIT INGALDED AR YEZHOU

**Kevre
Breizh**

Kenurzhiezh Sevenadurel Kevredigezhioù Breizh
Partnerie des Sauètes Qhulturales de Breizh
Coordination Culturelle Associative de Bretagne

DISCRIMINATION LINGUISTIQUE EN PÉRIODE DE PANDÉMIE DE COVID-19

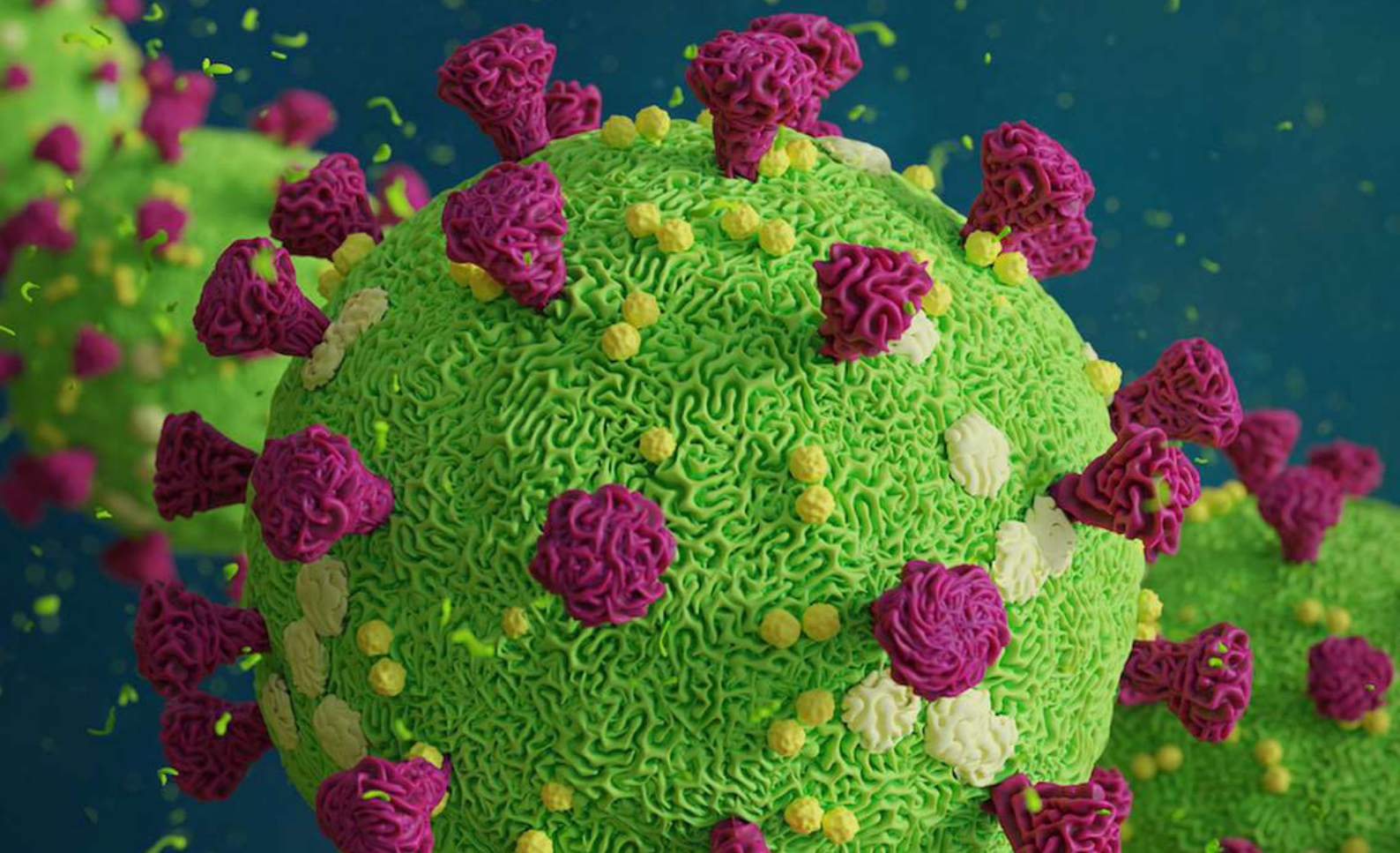
**RAPPORT SUR LA SITUATION DE LA LANGUE BRETONNE
À L'ATTENTION DU COMITÉ D'EXPERTS DE LA CHARTE EUROPÉENNE
DES LANGUES RÉGIONALES OU MINORITAIRES (COMEX CELRM)
CONSEIL DE L'EUROPE**

15 MAI 2020

LINGUISTIC DISCRIMINATION DURING THE COVID-19 PANDEMIC

**REPORT ON THE SITUATION OF THE BRETON LANGUAGE
SUBMITTED TO THE COMMITTEE OF EXPERTS OF THE EUROPEAN CHARTER
FOR REGIONAL OR MINORITY LANGUAGES (COMEX ECRML)
COUNCIL OF EUROPE**

MAY 15, 2020



INTRODUCTION

Le Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ainsi que le Haut commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE ont lancé un appel pour que dans les mesures prises dans la lutte contre le coronavirus ou COVID-19, ne soit pas oublié l'usage des langues régionales ou minoritaires dans les différents pays. Ils soulignent que la communication dans ces langues est d'une grande importance pour le bien-être de leurs locuteurs, que les États aient ratifié ou non la Charte des langues régionales ou minoritaires. Le présent rapport fait partie de la contribution d'ELEN, Réseau européen pour l'égalité des langues, aux institutions européennes de défense des droits de l'homme, pour la

démocratie et l'État de droit. Il s'attache à mesurer les atteintes faites aux droits linguistiques des Breton·ne·s pendant cette période et les conséquences à court ou moyen terme des mesures de confinement et leurs suites pour l'expression de la langue bretonne. Pour autant, ces constats peuvent être généralisés à des degrés divers à l'ensemble des langues dites « régionales » de France. Rappelant le cadre légal général de l'État, il souligne des atteintes particulières aux droits linguistiques dans les médias publics, dans l'enseignement et dans la vie privée, ainsi que les actions menées par les associations de la société civile pour pallier les carences de l'État dans ces circonstances.

LA LÉGISLATION DE L'ÉTAT FRANÇAIS

LE FRANÇAIS SEULE LANGUE OFFICIELLE

Sur le plan des principes, l'article 2 de la Constitution du 4 octobre 1958, modifié en 1992 au moment de l'adoption de la charte européenne des langues régionales ou minoritaires par le Conseil de l'Europe, déclare depuis lors que « *la langue de la République est le français* ». L'État n'utilise en principe que celle-ci dans l'ensemble de sa communication. En 2008 a été adopté dans la Constitution l'article 75-1 qui déclare que « *les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France* ». Mais le Conseil Constitutionnel a jugé en 2011 que « *cet article n'institue pas un droit ou une liberté que la Constitution*

garantit » (décision 2011-130 QCP du 20 mai 2011)¹.

Aucune langue autochtone n'est donc utilisée hormis le français dans les communications officielles et les outils numériques mis en place par l'État, et le site d'information du gouvernement dédié au COVID-19² ne fait pas exception. La pandémie n'a pas fondamentalement changé ce principe.

Toutefois, une partie du site gouvernemental est également disponible en anglais, mais sans lien avec la situation sanitaire, et est destiné principalement aux étrangers présents sur le territoire français ou souhaitant y séjourner.

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000024062331&fastReqId=1060870550&fastPos=3>

² <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

A contrario, aucune information n'est disponible en langues autochtones ou dites « régionales » pour les citoyens français locuteurs de ces langues sur le site du gouvernement.

L'ensemble des services de l'État, de la présidence aux préfetures en passant par le gouvernement et ses différents ministères, ou encore les chambres parlementaires, mais aussi les collectivités locales n'ont comme à

l'accoutumée communiqué qu'en français depuis le début de la crise sanitaire.

À noter toutefois qu'à l'initiative de l'Agence Régionale de Santé, les gestes barrières ont été traduits dans les 16 langues en usage sur le

INTRODUCTION

The Committee of experts of the European Charter for Regional or Minority Languages and the High Commissioner for National Minorities of the OSCE have launched an appeal for the use of regional or minority languages not to be forgotten in the measures taken to combat the coronavirus or COVID-19 in the different countries. They stress that communication in these languages is of great importance for the well-being of their speakers, whether or not States have ratified the Charter for Regional or Minority Languages.

This report is part of the contribution of ELEN, the European Language Equality Network, to the European institutions for the defense of human rights, for democracy and the rule of

law. It endeavors to measure the attacks on the language rights of the Breton people during this period and the short or medium term consequences of the lockdown measures and their consequences for the expression of the Breton language. However, these findings can be generalized to varying degrees to all of the so-called « regional » languages of France.

Recalling the general legal framework of the State, it highlights particular attacks on language rights in the public media, in education and in private life, as well as the actions carried out by civil society associations to remedy the shortcomings of the State in these circumstances.

LEGISLATION OF THE FRENCH STATE

FRENCH IS THE ONLY OFFICIAL LANGUAGE

In terms of principles, Article 2 of the Constitution of 4 October 1958, amended in 1992 when the European Charter for Regional or Minority Languages was adopted by the Council of Europe, has since declared that « *the language of the Republic is French* ». In principle, the State only uses the latter in all of its communication. In 2008, article 75-1 was adopted in the Constitution, which declares that « *regional languages belong to the heritage of France* ». But the Constitutional Council ruled in 2011 that « *this article does not establish a right or a freedom that the*

Constitution guarantees » (decision 2011-130 QCP of May 20, 2011)¹.

No indigenous language is therefore used except French in official communications and digital tools set up by the State, and the government information site dedicated to COVID-19² is no exception. The pandemic has not fundamentally changed this principle.

However, part of the government site is also available in English - but not related to the health situation - and is intended mainly for foreigners present on French territory or wishing to stay there.

¹ <https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000024062331&fastReqId=1060870550&fastPos=3>

² <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Conversely, no information is available in indigenous or so-called « regional » languages for French citizens who speak these languages on the government website.

All of the State services, from the presidency to the prefectures, including the government and its various ministries, or even the parliamentary chambers, but also the local authorities have, as usual, only communicated

in French since the start of the health crisis. One can note however that at the initiative of the Regional Health Agency (ARS), barrier gestures have been translated into the 16 languages used in the territory of French

territoire de la Guyane³, de même qu'en Nouvelle Calédonie en 8 langues Kanak⁴ et en wallisien et en futunien. De même, le Département de Santé de Polynésie, dépendant du Ministre de la Santé du Gouvernement autonome de Polynésie, publie un bulletin d'information bilingue régulier sur la situation sanitaire, en français et en reo Tahiti⁵. Mais ces mesures minimales n'ont pas toujours été spontanées et donnent encore parfois lieu à des remarques à caractère raciste, notamment sur les réseaux sociaux - bien que celles qui déniaient la qualité de langue aux langues kanak aient été effacées semble-t-il⁶. Par ailleurs dans certains quartiers à forte concentration de personnes immigrées des traductions des gestes barrières en diverses

langues étrangères ont été mises en place par des initiatives locales.

Les attestations de déplacement dérogatoires, obligatoires pour sortir de son domicile, étaient disponibles uniquement en français auprès des services de l'État. Une version bilingue avec traduction en breton a été mise à la disposition de la population via Internet par l'OPLB (Office Public de la Langue Bretonne), comme cela a été fait par d'autres services locaux pour le gallo, le basque, le corse, l'occitan ou le catalan. Mais leur diffusion n'a pu être que symbolique. À notre connaissance, les divers témoignages relatés après contrôle ne font mention d'aucun rejet de ces attestations de la part des forces de police ou de gendarmerie.

³ Français, créole, chinois, brésilien, hmong, anglais, arabe, espagnol, créole haïtien, sranantongo, saamakatongo, kali'na, parikweneh, teko, wayana, wayapi (<https://www.guyane.ars.sante.fr/gestes-barrieres-dans-les-differentes-langues-de-guyane>).

⁴ Drehu, ajië, xârâcùù, iaai, jawe, nââ drubea, nengone, paici (<https://gouv.nc/info-coronavirus-covid-19/videos-affiches-et-depliants?fbclid=IwAR06Nt-gHJcLJbFqUoNdiNla2X6C2Nu7ITx1ICFpyaxdQWEr0rzi-XHMW>).

⁵ <https://www.service-public.pf/dsp/>

⁶ <https://www.facebook.com/GouvNC/posts/2840428969340055/>

DANS L'AUDIOVISUEL PUBLIC

SUPPRESSION DES ÉMISSIONS EN BRETON

Si les services de l'État ne font usage que du français, le breton comme d'autres langues autochtones régionales est toutefois présent dans le service public audiovisuel, bien que de façon très minoritaire. Or, dès la mise en place des mesures de confinement le 17 mars, l'ensemble des programmes en langue bretonne radio et télédiffusés a été supprimé sur toutes les antennes du service public (France Bleu pour la radio et France 3 pour la télévision).

Mêmes si certaines peuvent se comprendre d'un point de vue sanitaire, les raisons invoquées, à savoir la réduction des équipes de journalistes et techniciens au strict minimum et la mutualisation des programmes entre plusieurs antennes¹, sont pour le moins discriminatoires.

D'une part, selon le syndicat des journalistes

CGT de Radio France, il a été imposé aux journalistes brito-phones, qui sont parfaitement bilingues, de travailler uniquement en français ou de se restreindre à des contenus multimédias en breton hors antenne. D'autre part, la mutualisation des programmes entre Haute et Basse Bretagne - zone traditionnelle de la langue - n'est aucunement incompatible avec la diffusion d'émissions en langue bretonne. Dans le cas de la radio publique, cette diffusion répond même à un besoin majoritairement exprimé par la population, à l'Est comme à l'Ouest de la région, d'une plus grande présence de la langue bretonne sur les ondes².

Concernant la télévision, le sous-titrage des émissions - qui est déjà la règle à France 3 Bretagne - permet à tous d'y avoir accès, y compris hors de Bretagne.

¹ Mutualisation des émissions radiophoniques entre France Bleu Breizh Izel (Basse Bretagne) et France Bleu Armorique (Haute Bretagne), et des émissions audiovisuelles entre France 3 Bretagne, Pays de la Loire et Centre-Val de Loire. Dans le cadre de la mutualisation audiovisuelle, c'est l'intégralité des programmes proposés habituellement par France 3 Bretagne qui a été annulée (dixit Mael Le Guennec, directeur des programmes en langue bretonne à France 3 Bretagne, 24/04/2020).

² 55% des habitants de Haute Bretagne (sondage TMO Régions/CCB, 2018).

La langue bretonne s'est ainsi retrouvée elle aussi « confinée » sur Internet, créant une nouvelle discrimination en la cantonnant au numérique.

Guyana³, as well as in New Caledonia in 8 Kanak⁴ languages and in Wallisian and in futunian. Similarly, the Polynesian Health Department (DSP), which reports to the Minister of Health of the Autonomous Government of French Polynesia, publishes a regular bilingual information bulletin on the health situation, in French and in reo Tahiti⁵. However, these minimum measures were not always spontaneous and sometimes still give rise to racist remarks, particularly on social networks - although it seems that those which denied the quality of language to the Kanak languages have been erased⁶. In addition, in certain districts with a high concentration of immigrants, translations of

barrier gestures in various foreign languages have been implemented by local initiatives. The derogatory travel certificates, compulsory to leave his home, were available only in French from the State services. A bilingual version with translation into Breton has been made available to the population via the Internet by the OPLB (Breton Language Public Board), as has been done by other local services for Gallo, Basque, Corsican, Occitan or Catalan. But their dissemination could only be symbolic. As far as we know, the various testimonies recounted after inspection do not mention any rejection of these certificates by law enforcement services.

³ French, Creole, Chinese, Bresilian, Hmong, English, Arabic, Spanish, Haitian Creole, Sranantongo, Saamakatongo, Kali'na, Parikweneh, Teko, Wayana, Wayapi (<https://www.guyane.ars.sante.fr/gestes-barrieres-dans-les-differentes-langues-de-guyane>).

⁴ Drehu, Ajië, Xârâcùù, Iaii, Jawe, Nââ drubea, Nengone, Paici (<https://gouv.nc/info-coronavirus-covid-19/videos-affiches-et-depliants?fbclid=IwAR06Ntt-qHJcL3bFqUoNdiNla2X6C2Nu7ITx1ICFpyyaxdQWErOrzi-XHMw>).

⁵ <https://www.service-public.pf/dsp/>

⁶ <https://www.facebook.com/GouvNC/posts/2840428969340055/>

IN PUBLIC BROADCASTING

REMOVAL OF PROGRAMS IN BRETON

If the State services use only French, Breton like other regional indigenous languages is nevertheless present in the public broadcasting service, although fairly few. However, as soon as the lockdown measures were put in place on March 17, all of the Breton radio and television programs were removed on all public service channels (France Bleu for radio and France 3 for television).

The reasons given, namely the reduction of the teams of journalists and technicians to the strict minimum and the pooling of programs between several channels¹, even if some of them can be understood from a health point of view, are discriminatory to say the least.

On the one hand, according to the journalists' union CGT of Radio France, it has been im-

posed on British-speaking journalists, who are perfectly bilingual, to work only in French or to restrict themselves to multimedia content in Breton off the air. On the other hand, the pooling of programs between Upper (Eastern) and Lower (Western) Brittany - traditional area of the language - is in no way incompatible with the broadcasting of programs in the Breton language. In the case of public radio, this broadcasting even responds to a need mainly expressed by the population, in the East as in the West of the region, of a greater presence of the Breton language on the air².

Regarding television, the subtitling of programs - which is already the rule at France 3 Brittany - allows everyone to have access to them, including outside Brittany.

¹ Pooling of radio programs between France Bleu Breizh Izel (Western Brittany) and France Bleu Armorique (Eastern Brittany), and TV programs between France 3 Bretagne, Pays de la Loire and Center-Val de Loire. In the context of TV sharing, all of the programs usually offered by France 3 Bretagne have been canceled (dixit Mael Le Guennec, director of the programs in Breton language at France 3 Bretagne, 04/24/2020).

² 55% of the inhabitants of Eastern Brittany (survey TMO Régions/CCB, 2018).

The Breton language has also found itself « confined » on the Internet, creating new discrimination by containing it to digital.

L'augmentation sensible de l'offre disponible en breton sur les sites internet de l'audiovisuel public, avec la mise en ligne d'archives supplémentaires et la diffusion gratuite de streamings ponctuels (concerts, films, etc.), ne compense pas la perte de visibilité et de présence de la langue bretonne sur les ondes ni surtout la disparition totale des informations quotidiennes à la radio et à la télévision publique.

Le Président du Conseil Régional et le Conseil Culturel de Bretagne, le CESER (Conseil Économique Social et Environnemental Régional) dont est membre la coordination culturelle Kevre Breizh ainsi que des syndicats et associations ont interpellé les directions nationales et régionales des services de l'audiovisuel public afin que toutes ces émissions et bulletins d'information en langue bretonne soient rétablis.

DANS L'ENSEIGNEMENT

DIFFICULTÉS ACCRUES POUR L'ENSEIGNEMENT BILINGUE ET DES LANGUES RÉGIONALES

La fermeture des établissements scolaires intervenue le 16 mars a posé le problème de la continuité pédagogique. Des outils numériques spécifiques ont été sollicités ou spécialement mis en place depuis par le Ministère de l'Éducation Nationale ou directement par les établissements scolaires : recours systématique à l'ENT (Environnement Numérique de Travail) et à la messagerie électronique pour les échanges entre les enseignants et les élèves, plateforme pédagogique dédiée via le CNED (Centre National d'Enseignement à Distance) « Ma classe à la maison¹ », plateforme numérique Lumni², informations sur le site de l'Éducation Nationale³, etc.

Dans le cadre des filières d'enseignement bilingue cette situation limite considérable-

ment l'usage des langues autochtones et augmente par là même la charge de travail des enseignants, ainsi que le risque de cassure de la continuité pédagogique pour ces enseignements.

Les équipes pédagogiques ont donc adapté leurs enseignements pour faire face à la situation. Elles ont aussi pu s'appuyer sur les contenus déjà en ligne de Ti Embann ar Skolioù (maison d'édition en breton, cofinancée par l'État et les collectivités locales). Mais ceux-ci ne sont pas organisés sous forme de parcours, de curriculum ou de progression, et leur utilisation n'est pas intuitive. Les établissements Diwan, réseau des écoles associatives en langue bretonne⁴, ont également mis à la disposition des enseignants et des parents d'élèves des fiches informatives.

1 <https://www.cned.fr/maclassealamaison/>

2 <https://www.lumni.fr>

3 <https://www.education.gouv.fr/ma-classe-la-maison-mise-en-oeuvre-de-la-continue-pedagogique-289680>

4 Cf. <https://www.diwan.bzh/br> ou <https://louaneg.diwan.bzh>

Dans le cadre de l'Éducation nationale, hormis les documents préparés directement par les enseignants et les élèves, la plupart des outils ne sont disponibles qu'en français, et on constate un manque cruel de matériel numérique en langue bretonne pour assurer un suivi pédagogique équivalent à celui possible en langue française.

Dans les filières bilingues, une autre problématique insidieuse vient s'ajouter. Beaucoup de parents d'élèves sont non brytophones, ou ont une maîtrise insuffisante de la langue bretonne, et ne peuvent donc pas assurer de soutien pédagogique à leurs enfants. Ceci induit une charge de télétravail plus grande pour les enseignants bilingues, un risque accru de cassure pédagogique

pour les élèves ainsi qu'une appréhension supplémentaire pour les parents. Toutefois, des parents d'élèves des écoles en immersion Diwan ont témoigné dans la presse avoir été conduits à davantage s'impliquer dans les situations d'enseignement, ce qui a contribué à renforcer la présence du breton dans leurs foyers.

Un autre risque induit est que cette

The significant increase in the offer available in Breton on public broadcasting websites, with the publication of additional archives and the free distribution of occasional streams (concerts, movies, etc.), does not compensate for the loss of visibility and presence of the Breton language on the air nor, above all, the total disappearance of daily information on radio and public television.

The President of the Regional Council and the Cultural Council of Brittany, the Regional Economic, Social and Environmental Council (CESER) of which the cultural coordination Kevre Breizh is a member, as well as trade unions and associations, questioned the national and regional directorates of public broadcasting services. so that all these Breton language broadcasts and newsletters are restored.

IN EDUCATION

INCREASED DIFFICULTIES FOR BILINGUAL EDUCATION AND TEACHING REGIONAL LANGUAGES

The closure of schools on March 16 posed the problem of educational continuity. Specific digital tools have been requested or specially set up by the Ministry of National Education or directly by schools: systematic use of the ENT (Digital Work Environment) and emailing for exchanges between teachers and students, dedicated educational platform via the CNED (National Distance Learning Center) « Ma classe à la maison¹ », Lumni digital platform², information on the National Education website³, etc.

In the context of bilingual education, this situation considerably limits the use of indigenous languages and thereby

increases the workload of teachers, as well as the risk of breaking follow-up for these teachings.

The teams have therefore adapted their lessons to deal with the situation. They were also able to draw on the content already online from Ti Embann ar Skolioù (educational publisher in Breton, co-financed by the State and local authorities). However, these are not organized in the form of a course, curriculum or progression, and their use is not intuitive. Diwan establishments, a network of Breton-language associative schools⁴, have also made information sheets available to teachers and parents.

1 <https://www.cned.fr/maclassealamaison/>

2 <https://www.lumni.fr>

3 <https://www.education.gouv.fr/ma-classe-la-maison-mise-en-oeuvre-de-la-continuite-pedagogique-289680>

4 Cf. <https://www.diwan.bzh/br> ou <https://louaneg.diwan.bzh>

In the context of State National Education, apart from the documents prepared directly by teachers and students, most of the tools are only available in French, and there is a cruel lack of digital material in the Breton language to provide educational follow-up equivalent to that possible in French.

In the bilingual streams, another insidious issue has just been added. Many pupil's parents are not Breton speakers, or have insufficient command of the Breton language, and therefore cannot provide educational support for their children. This induces a greater teleworking load for bilingual teachers, an increased risk of educational breakdown for the pupils as

well as an additional apprehension for the parents. However, some parents of pupils from Diwan immersion schools testified in the press that they were led to become more involved in teaching situations, which helped to strengthen the presence of Breton at home.

Another induced risk is that this apprehension of certain parents faced

appréhension des parents face à la difficulté d'assurer un suivi pédagogique à la maison se traduit par une désaffection des filières bilingues et immersives et une baisse de leurs effectifs à la rentrée prochaine. De plus, du fait des restrictions de circulation et de rassemblement mises en place les opérations habituelles de communication et de promotion des filières bilingues ne peuvent se faire. Cette situation risque de compromettre le recrutement de nouveaux élèves pour l'année 2020-2021, alors même que le nombre de projets d'ouvertures de filières bilingues pourrait n'avoir jamais été aussi élevé⁵. À condition bien sûr que les effectifs soient suffisants.

D'autre part, concernant la filière des écoles associatives en immersion Diwan dont le financement repose en partie sur de très nombreuses manifestations (festivals, randonnées, course pour la langue, trocs-puces, etc.), l'annulation imposée de la plupart de ces actions va poser une question vitale pour le fonctionnement de ces écoles associées à l'État, et devra faire l'objet d'un soutien absolument indis-

pensable pour assurer leur pérennité.

Ces difficultés, il est nécessaire de le souligner, se placent également dans un contexte d'atteinte grave à l'enseignement des langues autochtones régionales en France du fait de la réforme du lycée et du baccalauréat et de leur absence dans la loi de 2019 « Pour une école de la confiance », faits dénoncés depuis maintenant un an et demi par des syndicats et des associations d'enseignants, et de très nombreuses associations de défenses et de promotion de ces langues⁶.

D'autre part, cette même loi a introduit une disposition améliorant le financement des écoles sous contrat dispensant un enseignement bilingue en langue régionale, mise en œuvre pour la première fois à partir de la rentrée de septembre 2019. Dès le mois de décembre, les écoles Diwan ont alerté les services de l'État sur la très insuffisante application de cette disposition. Le contexte épidémique actuel aggrave encore l'inertie de l'État pour faire appliquer cette disposition favorable à l'enseignement bilingue en langue autochtone.

5 L'OPLB, qui a à charge à travers l'observatoire des pratiques linguistiques le suivi de la situation de l'enseignement du et en breton, prévoyait au mois de mars 2020 l'ouverture de 26 nouvelles filières bilingues à la rentrée suivante.

6 Cf. https://bit.ly/locongres-elen_actes-08-04-2019

ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE

AU CHOIX DES PARENTS ET AU DROIT DE L'ENFANT EN L'ABSENCE D'UN STATUT DES LANGUES AUTOCHTONES OU RÉGIONALES

Dans ce contexte déjà fortement anxiogène pour de nouveaux parents compte tenu des risques sanitaires accrus, on constate en ce mois d'avril 2020 en Europe, l'opposition du procureur de la République du Tribunal de grande instance de Saint-Brieuc (département des Côtes d'Armor) à l'enregistrement du prénom breton Fañch, traditionnel en Bretagne, au motif que la langue française ne reconnaîtrait pas le ñ couramment employé dans l'orthographe bretonne. Or le tilde « ~ », signe diacritique à valeur phonémique noté sur la lettre *n*, est important car il détermine la prononciation de ce prénom en breton - tout comme en Basque.

Le procureur de la République de Saint-Brieuc, comme précédemment celui de Quimper et celui de Brest, toujours en Bretagne, prend appui sur la circulaire du Ministère de la Justice du 23 juillet 2014 relative à l'état civil

(JUSC1412888C) qui se réfère à la loi n° 118 du 2 Thermidor An II (20 juillet 1794) de la dictature de la Terreur qui dispose que les actes publics doivent être écrits uniquement en langue française sur le territoire de la République par les officiers d'état civil sous peine de prison et de destitution. Cette circulaire se réfère aussi à l'arrêté du 24 prairial an XI (13 juin 1803) du premier Consul Napoléon Bonaparte qui précise que « *les actes publics dans les départements de la ci-devant Belgique, dans ceux de la rive gauche du Rhin, et dans ceux du Tanaro, du Pô, de Marengo, de la Stura, de la Sesia et de la Doire, et dans les autres où l'usage de dresser lesdits actes dans la langue de ces pays se serait maintenu, devront tous être écrits en langue française* ».

Sans céder aux pressions du procureur de la République à un moment où les familles sont vulnérables, tant sur le plan physique que psy-

with the difficulty of ensuring educational follow-up at home results in a disaffection with bilingual and immersive streams and a drop in their numbers at the start of the next school year. In addition, because of the restrictions on moving and gathering put in place in order to avoid contamination, the usual operations of communication and promotion of bilingual streams cannot be done. This situation risks jeopardizing the recruitment of new students for the year 2020-2021, even though the projects for opening bilingual classes may never have been so numerous⁵. Provided of course that the number of pupils is sufficient.

On the other hand, concerning the sector of associative schools in immersion Diwan, the funding of which is based in part on very many events (festivals, hikes, language races, flea markets, etc.), the imposed cancellation of most of these actions will cause a vital issue for the functioning of these schools associated with the State, and must be the subject of support absolutely essential to ensure their sustainability.

5 The OPLB, which is responsible, through the observatory of linguistic practices, for monitoring the situation of teaching Breton and in Breton, planned in March 2020 for the opening of 26 new bilingual classes in the following school year.

6 Cf. https://bit.ly/locongres-elen_actes-08-04-2019

It should be emphasized that these difficulties are also placed in a context of serious interference with the teaching of regional indigenous languages in France due to the reform of the high school and the baccalaureate, and their absence in the law of 2019 « For a school of trust », two facts denounced for a year and a half now by teachers' trade unions and associations, as well as by very many associations for the defense and promotion of these languages⁶. On the other hand, this same law introduced a provision improving the financing of schools under contract providing bilingual education in the indigenous language, implemented for the first time from the start of the new school year in September 2019. From December, the Diwan schools have alerted state departments to the very inadequate application of this provision. The current epidemic context further aggravates the state's inertia to enforce this provision in favour of bilingual education in the indigenous language.

INVASION OF PRIVACY

INFRINGEMENT OF THE PARENTS' CHOICE AND THE RIGHT OF THE CHILD IN THE ABSENCE OF A STATUS FOR INDIGENOUS OR REGIONAL LANGUAGES

In this already highly anxiety-provoking context for new parents, given the increased health risks, we note in April 2020 in Europe the opposition of the public prosecutor of the High Court of Saint-Brieuc (department of Côtes d'Armor) to the registration of the Breton first name Fañch, traditional in Brittany, on the grounds that the French language would not recognize the ñ commonly used in Breton spelling. However, the tilde « ~ », a diacritical sign with phonemic value noted on the letter *n*, is important because it determines the pronunciation of this first name in Breton - as it also do in Basque.

The public prosecutor of Saint-Brieuc, as previously the one of Quimper and the one of Brest, still in Brittany, relies on the circular of the Ministry of Justice of July 23, 2014 relating to civil status (JUSC1412888C) which refers to law No. 118 of 2 Thermidor Year II

(July 20, 1794) of the dictatorship of Terror which provides that public documents must be written only in French on the territory of the Republic by civil status officers under penalty of prison and dismissal. This circular also refers to the decree of 24 Prairial year XI (June 13, 1803) of the First Consul Napoleon Bonaparte which specifies that « *public acts in the departments of ci-devant Belgium, in those of the left bank of the Rhine, and in those of Tanaro, Po, Marengo, Stura, Sesia and Doire, and in the others where the practice of drawing up said acts in the language of these countries has been maintained, all must be written in French* ».

Without giving in to pressure from the public prosecutor at a time when families are vulnerable, both physically and psychologically, and when appeals are made more difficult by lockdown measures,

chologique, et où les recours sont rendus plus difficiles par les mesures de confinement, le maire de la commune où a été faite la déclaration de naissance a répondu à la demande légitime des parents et a fait inscrire le nom du petit Awen Fañch sur le registre d'état civil de la commune dans l'attente d'un pourvoi du procureur contre sa décision.

Une précédente affaire portant sur le même prénom Fañch s'était pourtant soldée en 2019 par la victoire des parents après deux années de procédure judiciaire, la cour d'appel de Rennes ayant considéré que le tilde, déjà présent par le passé sur des pièces d'identité et des actes officiels historiques rédigés en français - dans ce dernier cas en tant que signe abrégatif et non diacritique -, pouvait donc être accepté¹.

¹ Le pourvoi en cassation demandé par le ministère public suite au jugement en appel a été rejeté par la première chambre civile de la Cour de cassation le 17 octobre 2019 sur erreur de procédure, mettant fin à celle-ci sans que les arguments de la Cour d'appel n'aient été ni discutés et ni validés.

Les langues autochtones ou régionales de France, avec leurs locuteurs, sont toujours dans la revendication d'une loi qui mettrait un terme à la volonté de les faire disparaître.

VITALITÉ DU NUMÉRIQUE ET DU SECTEUR ASSOCIATIF

Malgré ces atteintes aux droits linguistiques et les restrictions consenties aux libertés individuelles, on constate une certaine effervescence de la langue bretonne sur internet, et plus particulièrement sur les réseaux sociaux. De nombreuses initiatives ont vu le jour pour permettre aux brittophones de tous âges de garder le contact dans leur langue, et notamment en direction des plus jeunes. Ces initiatives sont très majoritairement portées par le monde associatif, qui propose nombre d'activités ludiques, culturelles et/ou récréatives en langue bretonne ou en lien avec celle-ci.

Cette proposition est d'autant plus importante dans le cadre de familles n'offrant pas un environnement brittophone au quotidien, ce qui est le cas de nombreux enfants scolarisés en filières bilingues comme il a été mentionné plus haut. Elle permet de pallier dans une certaine mesure le manque de matériel numérique disponible pour les enseignants bilingues.

Malgré ce jugement et les déclarations du gouvernement précisant qu'un décret en Conseil d'État visant à modifier la liste des signes diacritiques acceptés à l'état civil était en préparation, malgré les interventions de nombreux élus locaux et parlementaires et malgré l'incompréhension de la population, l'acharnement du parquet symbolise le rejet par la France de la diversité de ses langues et le refus de reconnaître l'égalité en dignité et en droits de tous ses citoyens y compris ceux qui appartiennent à des groupes linguistiques régionaux ou minoritaires.

Alors que depuis une loi purement symbolique en 1951, dite loi Deixonne, plus d'une soixantaine de propositions de loi ont été déposées par des parlementaires de presque toutes les couleurs politiques, aucune n'est allée à terme.

On constate également une hausse significative des propositions audiovisuelles brittophones avec la multiplication des vidéos disponibles en VOD, gratuites et payantes, le recours au streaming ponctuel gratuit offert par différents producteurs (Dizale, Daoulagad Breizh, Brezhoweb, France 3 Bretagne...) et des créations des équipes pédagogiques de Diwan et de la filière bilingue publique sur les plateformes vidéos (lecture d'albums illustrés, sketches de marionnettes, tutoriels dans les disciplines du secondaire...).

De même, il faut noter la formidable vitalité du réseau des radios associatives brittophones¹ qui ont maintenu leur diffusion par le biais notamment de l'installation de home studios - ce que n'ont pas su faire les radios de service public - et proposent des programmes innovants, assurant ainsi le service public radiophonique en langue bretonne en lieu et place des radios publiques, malgré des moyens très réduits.

¹ <http://www.radiobreizh.bzh/bzh/index.php>

the mayor of the district where the birth certificate was established responded to the parents' legitimate request and put down the name of little Awen Fañch in the municipal civil status register, pending an appeal by the prosecutor against his decision.

A previous case concerning the same first name Fañch had however ended in 2019 by the parents' victory after two years of legal proceedings, the Rennes Court of Appeal having considered that the tilde, already present in the past on IDs and historic official documents written in French - in the latter case as an abbreviation and not a diacritical sign -, could therefore be accepted¹.

Despite this judgment and the declarations of the government specifying that a decree

after consultation of the Council of State aiming to modify the list of diacritical marks accepted in the civil status was in preparation, despite the interventions of many local representatives and MPs, and despite the incomprehension of the population, the relentlessness of the public prosecutor's office symbolizes the rejection by French State of the diversity of its languages and the refusal to recognize the equality in dignity and rights of all its citizens, including those who belong to regional or minority linguistic groups.

While since a purely symbolic law in 1951, known as the Deixonne law, more than sixty legislative proposals have been tabled by MPs of almost all political stripes, none has come to fruition.

¹ The cassation appeal requested by the public prosecutor following the judgment on appeal was rejected by the first civil chamber of the Court of Cassation on October 17, 2019 on procedural error, putting an end to it without the arguments of the Court of The appeal was neither discussed nor validated.

The indigenous or regional languages of France, with their speakers, are still claiming for a law which would put an end to the will to make them disappear.

VITALITY OF DIGITAL TECHNOLOGY AND ASSOCIATIONS

Despite these attacks on language rights and restrictions on individual freedoms, there is a certain effervescence of the Breton language on the web, and more particularly on social networks. Numerous initiatives have been launched to allow Bretons of all ages to keep in touch in their language, especially for young people. These initiatives are mostly carried out by associations, which offer a number of fun, cultural and/or recreational activities in the Breton language or in connection with it. This proposals is all the more important in the context of families which do not offer a daily Breton-speaking environment, which is the case for many children educated in bilingual streams as mentioned above. It helps to compensate to a certain extent for the lack of digital material available for bilingual teachers.

One can also note a significant increase in broadcasting proposals in Brittany with the proliferation of videos available on free

and paid VOD, the use of free punctual streaming offered by different producers (Dizale, Daoulagad Breizh, Brezhoweb, France 3 Bretagne...) and creations by teaching teams from Diwan and the bilingual public sector on video platforms (reading illustrated albums, puppet sketches, tutorials in high school subjects, etc.).

Likewise, it should be noted the tremendous vitality of the network of Breton speaking associative radios¹ which have maintained their broadcasting, in particular through the mean of home studios - which public service radios have failed to do - and offer innovative programs, thus ensuring public radio service in Breton language instead of public radios, despite very limited resources.

¹ <http://www.radiobreizh.bzh/bzh/index.php>

